

RENÉGOCIATION DE L'ALENA

Bachand affirme que le Canada ne cédera pas

THIERRY LARIVIÈRE

tlariviere@laterre.ca

QUÉBEC — Le négociateur en chef du Québec Raymond Bachand pense que le Canada ne cédera pas aux demandes « non conventionnelles » des États-Unis, dont celle qui vise la fin de la gestion de l'offre.

« Si ces éléments-là restent là, il n'y aura pas d'entente. On ne va pas déstructurer notre économie », a lancé Raymond Bachand, dans une conférence au Porc Show le 28 novembre. Le négociateur a rappelé que la gestion de l'offre génère plus de 10 G\$ dans l'économie canadienne sur le plan de la production et plus de 21 G\$ si l'on considère la transformation. Selon Raymond Bachand, les demandes américaines feraient également perdre des emplois dans le secteur automobile pour l'ensemble de l'Amérique du Nord. « Ils rendent notre *job* facile. C'est non », a commenté le négociateur à propos de ces demandes « radicales et absurdes » des Américains.

Raymond Bachand semble par ailleurs satisfait de la dynamique fédérale-provinciale « unifiée » dans la négociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Même si le Québec n'est pas présent à la table, des comptes rendus sont réalisés chaque jour et les textes sont disponibles entre les différentes rondes. Le négociateur du Québec ajoute avoir accès à son vis-à-vis canadien Steve Verheul aussi souvent qu'il le souhaite.

« Tous les scénarios sont possibles. S'il y en a un qui sait ce qui se passe dans la tête du président, qu'il vienne me voir, on va faire beaucoup d'argent. »

– Raymond Bachand

Pressions politiques

Raymond Bachand pense néanmoins qu'il faudra que le président Trump puisse ressortir avec un certain « succès » au terme des négociations. Pour le représentant du Québec, l'élément d'incertitude dans les négociations actuelles est justement Donald Trump.

Même si les élus du Congrès américain sont en majorité « pro-ALENA », les tactiques du président compliquent la donne pour les sénateurs et les représentants. L'allié du président, Steve Bannon, menace en effet d'appuyer un opposant dans les primaires républicaines contre tous ceux qui s'opposent aux politiques du président. Certains élus pourraient donc hésiter à se prononcer fermement pour le maintien de l'ALENA tant qu'ils ne sont pas assurés d'être le candidat républicain dans leur État ou leur district. La fin de l'ALENA n'est pas impossible dans ce contexte.

Si ça arrive, la gestion de l'offre serait « protégée » par les règles de l'OMC et le secteur du porc ne serait pas très affecté. « Globalement, ça [le porc] rentre sans tarif, sauf pour quelques sous-produits dont le tarif est de 1,4 ¢ du kilo », a indiqué Raymond Bachand. Celui-ci disposait d'une liste qui détaillait l'impact de la fin de l'ALENA sur différents produits exportés aux États-Unis par le Canada. Le scénario de fin de l'ALENA créerait néanmoins « deux ans d'incertitude » en raison de la contestation judiciaire très probable si le président « tire la plogue » sur l'accord.

Notons que c'est le négociateur du Québec qui a proposé que la prochaine ronde de négociations se tienne à Montréal du 24 au 28 janvier prochains. Une 7^e et une 8^e ronde en février et en mars ont déjà été évoquées. Après cela, les élections mexicaines et de mi-mandat au Congrès de Washington pourraient paralyser les négociations. ■



Raymond Bachand a rappelé que 70 % de la production de porc du Québec est exportée et que 42 % de ce volume est destiné aux États-Unis.